



COMMUNE DE BASSAN

N°-APV-2024-104
En date du 18/12/2024

Département de l'HÉRAULT

ARRÊTÉ DE PERMISSION DE VOIRIE ET DE REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE CIRCULATION

Référence	N° 104/2024
Date de permission	Du 01/01/2025 au 31/03/2025
Demandeur	BRAULT TP
Lieu	Avenue de la Garrigue

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BASSAN,

Vu la loi n°82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles l'article L.2212-1 à L.2213-6 relatifs aux pouvoirs des Maires en matières de circulations;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.411-1 à R.411-8 et R.147-9 et suivants;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;
Considérant la demande [l'entreprise BRAULT TP](#) concernant les travaux [Avenue de la Garrigue](#) sur la commune de BASSAN;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les Entreprises BRAULT TP et sous-traitants sont autorisées à réaliser des travaux [Avenue de la Garrigue](#) sur la commune de BASSAN.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est accordée à partir [du 01/01/2025 au 31/03/2025](#).

ARTICLE 3 : Par nécessité technique, le stationnement et la circulation des véhicules sont interdit [Avenue de la Garrigue](#) le temps des travaux

ARTICLE 4: Une déviation sera mise en place par le Boulevard Plein Soleil et l'Avenue des Bassins

ARTICLE 5 : Le permissionnaire devra poser des panneaux de signalisation réglementaires pour assurer la protection des chantiers et signaler les modifications temporaires de circulation.

ARTICLE 5 : Dès l'achèvement des travaux le permissionnaire devra enlever tous les décombres, réparer les dommages éventuellement causés et rétablir les dépendances dans leur premier état.

ARTICLE 6: Monsieur Le Maire de Bassan, Monsieur Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Servian et Monsieur Le responsable de la Police Municipale de Bassan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BASSAN le 18 décembre 2024
Le Maire, [Alain BÉOLA](#)



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.
La juridiction administrative compétente peut être saisie au moyen de l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté affiché le 18 décembre 2024.